

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 3 novembre 2025

Fait marquant

Le *Railways Bill* a été introduit au Parlement

Le [*Railways Bill*](#), présenté au Parlement le 5 novembre, marque une étape décisive de la réforme du secteur ferroviaire britannique en permettant la création de *Great British Railways* (GBR), une nouvelle entreprise publique responsable à la fois de l'infrastructure et de l'exploitation des trains de passagers. Basé à Derby, GBR est appelé à centraliser un secteur fragmenté par trente ans de privatisations et devient le « cerveau des opérations », avec pour mission de placer les passagers et le fret avant les profits.

Parmi les mesures phares, le texte prévoit la création d'une application unique pour l'achat de billets et la consultation des horaires (contre 14 actuellement), des mesures d'accessibilité renforcées, un soutien accru au fret ferroviaire, la publication d'une stratégie ferroviaire de long terme, ainsi que la création d'un nouveau régulateur chargé de défendre les intérêts des passagers - le rôle de l'ORR s'affaiblissant ainsi.

L'établissement de la structure est prévu dans les douze mois qui suivront l'adoption du texte. En attendant, une structure transitoire - le *shadow GBR* - est déjà en place pour accélérer la mise en œuvre d'une réforme jugée prioritaire. Cette dernière promet jusqu'à 1,5 Mds£ d'économies annuelles et constitue un élément clé du programme des Travailleurs pour améliorer la situation des transports et du rail en particulier au Royaume-Uni.

Energie-climat

Bouclage financier du projet nucléaire Sizewell C

Le projet de centrale nucléaire Sizewell C, porté par EDF, a franchi une étape décisive avec la confirmation de son bouclage financier et peut désormais entrer en construction. Estimé à 38 Mds£ (au lieu de 22 Mds£ initialement), le projet prévoit la construction de deux réacteurs de technologie EPR sur le site de Sizewell, réplique du projet Hinkley Point C porté également par EDF, et capables d'alimenter six millions de foyers pendant 60 ans avec une production de 3,2 GW.

Sizewell C a conclu un financement crédit-export de 5 Mds£ garanti par Bpifrance Assurance Export, avec la participation de 13 grandes banques internationales (dont HSBC, BNP Paribas, Santander, Lloyds et Société Générale). Ce financement est complété par un prêt du *National Wealth Fund* britannique.

Le capital du projet sera réparti entre le gouvernement britannique (44,9 %), La Caisse (20 %), Centrica (15 %), Amber Infrastructure (7,6 %) et EDF (12,5 %).

Prévue pour les années 2030, la centrale soutiendra 10 000 emplois qualifiés, 1 500 apprentissages et sera décisive pour la politique énergétique du gouvernement.

Le projet impliquera en outre la société Bouygues Construction qui a annoncé des prises de commandes d'un montant cumulé de 3 Mds£ - soit le plus gros marché de l'histoire du constructeur après celui de la centrale nucléaire d'Hinkley Point. Sur le plan opérationnel, Bouygues fait partie pour ce projet d'un groupement Civil Works Alliance avec les britanniques Laing O'Rourke et Balfour Beatty. Le chantier pourrait mobiliser directement jusqu'à 8000 personnes à son pic.

Débats à l'approche du budget d'automne sur les mécanismes à adopter pour réduire les factures d'énergie

Le gouvernement est sous pression pour revoir la manière dont il compte réduire les coûts de l'énergie dans le cadre du Budget d'automne. Plusieurs experts et groupes environnementaux appellent à transférer les « *green levies* » (taxes sur les énergies propres) de la facture d'électricité vers l'impôt général, plutôt que de supprimer la TVA de 5 % sur l'énergie.

Supprimer la TVA coûterait environ 2,5 Mds£ par an au Trésor et rapporterait en moyenne 85 £ aux ménages, mais profiterait surtout aux foyers les plus riches, tout en risquant d'augmenter la consommation d'énergie et les émissions de carbone. Certaines voix mettent également en garde contre un risque de conflit avec l'Union européenne, qui pourrait considérer la suppression de la TVA comme une violation du taux minimum de 5 %. À l'inverse, déplacer les *green levies* vers l'impôt général permettrait des économies similaires pour les ménages, serait plus progressif et soutiendrait le développement des pompes à chaleur et des véhicules électriques.

Le gouvernement envisagerait également de réduire les budgets alloués aux programmes d'efficacité énergétique (ECO), aujourd'hui financés par la facture énergétique des consommateurs.

Environnement

Le gouvernement annonce la création de deux nouvelles forêts nationales

Le gouvernement a annoncé la création de deux nouvelles forêts nationales en Angleterre, portant à trois le nombre de forêts prévues depuis le début de la législature. La première, la Western Forest, avait déjà été annoncée et doit s'étendre des Cotswolds aux Mendips. La deuxième sera située dans le corridor Oxford-Cambridge, tandis qu'une compétition sera lancée début 2026 pour choisir l'emplacement d'une troisième forêt dans les Midlands ou le Nord de l'Angleterre. Ces projets s'inscrivent dans un engagement plus large d'allouer plus d'1 Md£ durant cette législature à la plantation d'arbres et au soutien du secteur forestier.

Le gouvernement prévoit également de mettre en place un *Woodland Carbon Purchase Fund*, offrant des paiements anticipés aux propriétaires fonciers pour la plantation de bois riches en carbone, avec un financement allant jusqu'à 250 M£. Le prochain *Environmental Improvement Plan* détaillera la mise en œuvre de ces mesures, en précisant notamment comment elles contribueront à la restauration de la nature et à la réduction des émissions de carbone.

Neuf compagnies d'eau sous surveillance pour risques financiers

L'Ofwat, le régulateur des services d'eau, a placé neuf des seize compagnies d'eau privatisées sous surveillance renforcée en raison de risques financiers. *Thames Water*, endettée à hauteur de 20 Mds£, est la plus en difficulté et pourrait être renationalisée. *Southern Water* et *South East Water* doivent aussi stabiliser leurs finances, tandis que six autres sociétés (*Affinity*, *Northumbrian*, *Portsmouth*, *Wessex*, *Anglian* et *Yorkshire*) sont surveillées pour risque potentiel.

La dette totale du secteur s'élève à 82,7 Mds£, pour un levier financier moyen de 69 % - supérieur au seuil de stabilité fixé à 55 % par le régulateur. Les hausses de factures prévues jusqu'en 2030 pourraient dépasser 50 % avec l'inflation.

Thames Water négocie actuellement un plan de recapitalisation avec ses créanciers et l'Ofwat, incluant la restructuration de sa dette et la suspension temporaire de sa demande d'augmentation de tarifs auprès de la CMA, l'autorité britannique de la concurrence. L'entreprise ne survit pour l'instant que grâce à un prêt d'urgence de 3 Mds£ accordé par ses créanciers de rang supérieur. Les autres opérateurs bénéficient de nouveaux apports en capital de leurs actionnaires pour réduire leur endettement et renforcer leur solidité financière.

Transports

Plusieurs projets d'électrification du réseau ferroviaire repoussés

La ministre des Transports, Heidi Alexander, a déclaré que le gouvernement ne financerait pas de nouveaux projets d'électrification du réseau ferroviaire, estimant que leur coût n'était « pas abordable pour le moment ». Les investissements seront plutôt concentrés sur d'autres priorités, notamment le projet de ligne à grande vitesse HS2, dont 20 Md£ de contrats ont été attribués, ainsi que l'enveloppe de 2,2Md£ de soutien à TfL (Transport for London).

Elle a précisé que seules certaines sections déjà approuvées, comme la ligne Midland Main Line jusqu'à Wigston Junction, seraient électrifiées. Les autres tronçons nécessaires pour compléter le maillage du réseau — par exemple sur la liaison entre Nottingham, Derby, Sheffield et Londres — seront repoussés, et ne pourront être empruntés que par des trains diesel ou hybrides.

Un train déraile dans le nord de l'Angleterre

Un train Avanti West Coast reliant Glasgow à Londres Euston a partiellement déraillé le 5 novembre près de Shap, en Cumbria, après avoir heurté un glissement de terrain. Aucun des passagers ni des membres d'équipage n'a été blessé.

Selon Network Rail, les premières analyses indiquent que le train a percuté un glissement de terrain causé par les conditions météorologiques extrêmes. Une enquête est en cours pour déterminer les causes exactes.

Le député Tim Farron (Liberal Democrats, Westmorland and Lonsdale) a appelé à une réévaluation des investissements sur cette portion de voie souvent touchée par des éboulements, rappelant que certains projets de modernisation des infrastructures dans le nord-ouest de l'Angleterre ont été reportés ou annulés.

Pression des compagnies aériennes avant le budget d'automne 2025

Deux importantes compagnies aériennes low-cost, Ryanair et Wizz Air, ont averti que de nouvelles hausses de taxes sur le secteur aérien pourraient inciter les transporteurs à réduire leur implantation au Royaume-Uni. Les dirigeants des deux compagnies redoutent notamment une augmentation de la taxe sur les passagers aériens (*Air Passenger Duty*) ainsi qu'une hausse des impôts locaux (*business rates*) sur les aéroports.

Le directeur des opérations de Wizz Air a cité en exemple la décision récente de retirer tous les vols de la compagnie à Vienne pour les transférer à Bratislava, en Slovaquie. Il a qualifié les tarifs de l'aéroport de Gatwick, où Wizz est implantée, d'« insoutenables ». Le CEO de Ryanair a quant à lui menacé de réaffecter sa flotte vers d'autres marchés européens plus favorables fiscalement, comme la Suède, qui a supprimé cette taxe.

Les aéroports, de leur côté, craignent qu'une hausse de leurs taxes foncières ne compromette leurs projets d'investissement, notamment la construction de la deuxième piste de l'aéroport de Gatwick, approuvée en septembre.

Lancement d'une consultation sur la stratégie nationale pour la marche et le vélo (CWIS3)

Le gouvernement lance une [consultation](#), ouverte jusqu'au 15 décembre 2025, sur la troisième stratégie nationale d'investissement dans la marche et le vélo (CWIS3) pour la période 2025-2030. Cette stratégie vise à rendre la marche et le vélo adaptés aux personnes à mobilité réduite, sûrs et accessibles pour tous d'ici 2035.

CWIS3 propose des objectifs mesurés par cinq indicateurs nationaux : (i) la proportion de personnes pratiquant 150 minutes d'activité par semaine via le transport actif, (ii) le nombre de trajets à pied et à vélo par personne, (iii) le nombre de déplacements scolaires actifs, (iv) la réduction du nombre d'accidents graves et mortels impliquant piétons et cyclistes, et (v) la diminution des inquiétudes sur la sécurité.

Pour soutenir ces ambitions, le gouvernement a déjà annoncé investir 616 M£ de 2026 à 2030 via *Active Travel England* (ATE), l'agence chargée d'aider les collectivités locales à concevoir et entretenir des infrastructures de marche et de vélo, s'ajoutant aux 300 M£ déjà prévus pour 2024-2026.

Industrie

Amazon lance le déploiement de sa flotte de camions électriques au Royaume-Uni

Amazon a annoncé avoir passé sa plus grande commande de camions électriques jamais réalisée au Royaume-Uni, marquant une étape importante dans la décarbonation de son réseau logistique. Une fois déployée, la flotte britannique comptera 160 poids lourds électriques — les Mercedes-Benz eActros 600 — capables de parcourir jusqu'à 500 km et de transporter 22 tonnes de marchandises entre les différents centres logistiques de l'entreprise.

Pour soutenir leur utilisation, Amazon a installé des bornes de recharge rapide de 360 kW dans ses sites logistiques. Selon Amazon, le développement de l'infrastructure de recharge demeure le principal obstacle au passage à l'échelle de la logistique par camion électrique.

En parallèle, Amazon étend aussi sa flotte de livraison urbaine avec plus de 800 fourgons électriques eSprinter, des vélos-cargos dans des villes comme Manchester, Glasgow et Londres, ainsi que des livraisons à pied dans certains quartiers londoniens.

Pour mémoire, le gouvernement a annoncé la semaine dernière un [fond de 10 M£](#) de soutien au développement de l'infrastructure de recharge dans les régions insuffisamment connectées au réseau électrique (le long du Strategic Road Network).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangue, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr